

Chômage de longue durée

Lutte contre le chômage de longue durée



BRG

Chômage de longue durée

L'actualité

L'Assemblée nationale a adopté en septembre 2020 une proposition de loi visant à poursuivre et étendre une expérimentation de lutte contre le chômage de longue durée. Les études économiques démontrent que les chances de sortir du chômage s'amenuisent avec le temps.

Les députés ont adopté mercredi dernier en première lecture, à l'unanimité, une proposition de loi visant à étendre de 10 à 60 le nombre de territoires bénéficiant de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée ». Lancé en 2017, ce dispositif permet à des entreprises de l'économie sociale et solidaire, dites entreprises à but d'emploi, créées pour l'occasion, de bénéficier de subventions pour embaucher des chômeurs de longue durée.

Ces personnes sont employées en CDI, au Smic. Leur salaire est financé par une réaffectation de l'argent utilisé pour les allocations chômage et les prestations sociales (RSA, autres minima sociaux). Les emplois que ces anciens chômeurs occupent sont axés sur des activités considérées utiles socialement, comme l'aide aux personnes âgées ou le soutien scolaire. Ces emplois ne doivent pas entrer en concurrence avec les activités existantes sur le territoire concerné.

L'expérimentation était prévue au départ pour cinq ans. Elle a déjà bénéficié à plus d'un millier de personnes. La proposition de loi vise à la prolonger de cinq années supplémentaires.

L'éclairage : Ce qu'est un chômeur de longue durée

L'institut national de statistiques Insee définit le chômeur de longue durée comme « **un actif au chômage depuis plus d'un an** ». Un actif au chômage est une personne en âge de travailler (au moins 15 ans), sans emploi, disponible pour prendre un poste dans les 15 jours et qui en a cherché activement un au cours du dernier mois. Cette définition est celle du Bureau international du travail (BIT), une branche de l'Organisation internationale du travail qui dépend de l'ONU. Elle permet d'effectuer des comparaisons internationales puisque tous les pays retiennent les mêmes critères.

Il ne faut pas confondre les chômeurs de longue durée avec les demandeurs d'emploi de longue durée, qui sont en France les personnes inscrites sur les listes de Pôle emploi depuis au moins un an. Contrairement aux chômeurs, certains demandeurs d'emploi peuvent être en activité réduite, c'est-à-dire qu'ils ont pu travailler au cours de l'année écoulée tout en restant à la recherche active d'un emploi.

La situation en France

En France, 8,4 % des actifs étaient au chômage en 2019 et, parmi eux, **3,4 % depuis au moins un an**. Dans une étude publiée en 2014, l'Insee note que les personnes les plus susceptibles d'être en chômage de longue durée sont les **non-diplômés**, les **employés et ouvriers**, les **parents isolés**, les **habitants des zones urbaines sensibles** et les **immigrés**. L'institut insiste aussi sur l'âge : si les **plus de 50 ans** ont un risque de chômage plus faible que leurs cadets, ils ont bien plus de difficultés à retrouver un emploi une fois au chômage. Ainsi, la moitié des personnes de plus de 50 ans au chômage le sont depuis au moins un an, contre moins d'un quart des 15-24 ans. Selon l'Insee, les licenciés économiques sont plus souvent au chômage de longue durée. Il l'explique par le fait que ces personnes ont « des caractéristiques qui les rendent plus vulnérables » à ce risque, étant plus souvent employés ou ouvriers et sans diplôme.

25 % : Le taux de chômage de longue durée

Au sein de l'OCDE, qui réunit 37 pays parmi les plus développés du monde, le taux de chômage de longue durée – la proportion des chômeurs de longue durée dans le total des chômeurs – était d'environ 25 % en 2019. Cette moyenne cache de fortes disparités. Le taux de chômage de longue durée était d'environ 10 % au Canada, en Suède ou aux États-Unis et de 70 % en Grèce. **Il était d'environ 40 % en Espagne, en Allemagne et en France**. Si le chômage de longue durée est aussi fréquent parmi les chômeurs espagnols que parmi les chômeurs allemands, l'Espagne affichait l'an dernier un taux de chômage 4,5 fois plus élevé que celui de l'Allemagne.

Les raisons avancées

Les études démontrent que **les chances de sortir du chômage pour un même individu diminuent au fil du temps**, ce que les économistes nomment « dépendance à la durée » ou « effet d’hystérèse ». Dans un article publié en 1986, les économistes suédois et américain Assar Lindbeck et Dennis Snower expliquent ce phénomène par la structure duale du marché du travail. Selon eux, les **hausse de salaire obtenues par la pression constante des employés déjà en poste** (les « insiders ») privent l’entreprise des moyens suffisants pour le recrutement des personnes en recherche d’emploi (les « outsiders »). De ce fait, les « outsiders » demeurent durablement au chômage. D’autres raisons ont été avancées comme celle défendue par l’économiste britannico-chypriote Christopher Pissarides. Dans un article publié en 1992, il **lie le chômage de longue durée à la baisse de l’employabilité** (capacité d’être embauché) de certains chômeurs dont les compétences deviennent progressivement obsolètes.

Politiques publiques

Pour lutter contre le chômage, les pouvoirs publics cherchent à **augmenter le volume total d’emploi**. Concernant le chômage de longue durée, les politiques consistent souvent en **des mesures de discrimination positive** telles qu’une priorité à l’embauche dans le secteur public ou la réduction des cotisations sociales pour le recrutement d’un chômeur de longue durée. En France, l’État développe l’insertion par l’activité économique. Il verse des subventions à des entités privées, telles que des entreprises d’insertion ou des associations, pour qu’elles construisent avec des chômeurs de longue durée **un parcours d’accès à l’emploi durable**. Celui-ci comprend une aide à la définition du projet professionnel, des formations et des accompagnements dans la recherche d’emploi et la résolution de certains problèmes (santé, logement, mobilité, etc.).

Pour aller plus loin

ÉCLAIRAGE FRANÇAIS

Dans un avis publié en juin, le Conseil économique, social et environnemental, une assemblée consultative composée de représentants de la société civile, **détaille les caractéristiques du chômage de longue durée en France** et formule plusieurs recommandations pour y faire face.

→ Lire l’avis.

EFFET D’HYSTÉRÈSE

Dans la revue Regards croisés sur l’économie, l’économiste Alice Mougin **traite de l’effet d’hystérèse**. Elle en présente les principales causes et détaille les moyens de lutter contre ce phénomène.

→ Lire l’article.

Source : <https://www.brief.eco/>